



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

36^e séance plénière

Vendredi 17 novembre 2023, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

*En l'absence du Président, M. Sitaldin (Suriname),
Vice-Président, assume la présidence.*

Point 121 de l'ordre du jour (suite)

Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité

M. Kim Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Malgré les efforts déployés par la communauté internationale pour garantir la paix et la sécurité internationales au cours de l'année écoulée, la situation mondiale en matière de sécurité s'est encore aggravée. Face à cette situation, les fonctions et le rôle du Conseil de sécurité doivent être réformés pour qu'il s'adapte à l'évolution rapide de la situation politique internationale et réponde à des exigences concrètes.

Ma délégation tient à clarifier sa position sur la réforme du Conseil de sécurité comme suit.

Premièrement, le Conseil de sécurité doit rejeter l'autoritarisme et le deux poids, deux mesures de certaines forces et adhérer aux principes d'impartialité et d'objectivité dans ses activités. Aujourd'hui, le Conseil de sécurité ne s'acquitte pas pleinement de sa mission et de sa responsabilité concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Comme chacun le sait, à la séance du Conseil de sécurité du 18 octobre (voir S/PV.9442), les États-Unis

ont exercé leur droit de veto sur le projet de résolution relatif à une pause humanitaire dans la bande de Gaza, au motif injuste qu'il ne mentionnait pas le droit de légitime défense d'Israël. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur le fait que les États-Unis protègent et soutiennent activement les atrocités commises par leur allié — qui a provoqué une catastrophe humanitaire au Moyen-Orient — en arguant de « droit de légitime défense », tout en qualifiant de menace pour la paix et la sécurité internationales les justes mesures de légitime défense et les activités pacifiques de développement spatial de la République populaire démocratique de Corée.

Ce qui importe n'est donc pas ce qui est fait, mais qui le fait. Tant que cette logique et cette pratique du double jeu prévaudront, le Conseil de sécurité ne regagnera jamais la confiance de la communauté internationale.

Deuxièmement, la réforme du Conseil de sécurité doit reposer sur le principe de la pleine représentation des pays en développement. La structure actuelle du Conseil de sécurité, centrée sur l'Occident, ne reflète pas la réalité d'aujourd'hui, étant donné que le nombre de Membres de l'ONU a rapidement augmenté depuis sa création. En conséquence, le Conseil de sécurité a été transformé en instrument politique par certaines forces et est complètement paralysé dans ses fonctions.

Dans ce contexte, ma délégation maintient que les négociations intergouvernementales représentent la seule plateforme légitime pour discuter de la question de la réforme du Conseil de sécurité et, en raison de l'absence de consensus sur la direction et les principes de

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



la réforme, nous sommes opposés à toute négociation fondée sur un texte, qui n'irait pas dans le sens du résultat souhaité et ne ferait qu'exacerber les divergences et les confrontations entre les États Membres.

Par ailleurs, la réforme du Conseil de sécurité doit reposer sur un consensus dégagé dans le cadre de consultations suffisantes entre tous les États Membres ; à ce stade, il est raisonnable d'élargir d'abord la catégorie des membres non permanents sur la base de l'accord unanime des États Membres.

Cependant, nous soulignons une fois de plus qu'il n'y a aucune place au Conseil de sécurité pour un pays comme le Japon, qui est un criminel de guerre par excellence. Rien qu'en Corée, le Japon a commis de graves crimes contre l'humanité, qui étaient sans précédent dans l'histoire, notamment l'enlèvement et l'enrôlement de 8,4 millions de personnes, le massacre de 1 million de personnes et l'esclavage sexuel de 200 000 Coréennes, femmes et filles, au profit de l'armée impériale japonaise.

Le fait qu'un tel pays cherche à obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, dont la mission principale est de maintenir la paix et la sécurité internationales, tourne en dérision la Charte des Nations Unies et fait injure à la justice internationale.

Il est logique que le Conseil de sécurité soit composé d'États Membres de l'ONU épris de paix, capables de se consacrer au maintien de la paix et de la sécurité mondiales et bénéficiant de la confiance de la communauté internationale.

Pour terminer, ma délégation exprime l'espoir que les délibérations sur ce point contribueront activement à réformer le Conseil de sécurité pour en faire un organe juste et responsable.

M. Mao (Cambodge) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Président Dennis Francis d'avoir organisé cette séance essentielle sur la réforme du Conseil de sécurité, une question qui doit être traitée avec soin, en tenant compte des intérêts de tous les États Membres. Je tiens également à féliciter l'Ambassadeur Alexander Marschik, Représentant permanent de l'Autriche, et l'Ambassadeur Tareq Albanai, Représentant permanent de l'État du Koweït, de leur reconduction dans leurs fonctions de Coprésidents des négociations intergouvernementales. Ma délégation est convaincue que sous leur direction, les négociations intergouvernementales à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale progresseront encore, et ils peuvent compter sur notre plein appui.

Rendre le Conseil de sécurité plus efficace est le souhait de tous les États Membres, grands et petits, afin de renforcer l'ordre international fondé sur des règles et de relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, à l'heure où la paix et la sécurité sont primordiales. La justice et l'équité doivent être au premier plan de notre effort collectif. Notre attachement commun à un Conseil de sécurité plus représentatif et plus efficace doit guider nos actions.

Dans ce contexte, la réforme doit être fondée sur le consensus, ce qui est indispensable à son succès, étant donné que les cinq groupes de questions dans le cadre des négociations intergouvernementales sont étroitement liés. Il importe donc que les États Membres parviennent d'abord à une compréhension claire des principes et objectifs de la réforme du Conseil afin d'établir des convergences et d'aplanir les divergences entre les propositions soumises par les États Membres. Toute tentative d'imposer une négociation fondée sur un texte sans avoir obtenu au préalable un consensus entre tous les États Membres serait contre-productive et freinerait le processus de négociation.

Le Cambodge a toujours plaidé en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité qui réponde aux aspirations collectives des pays en développement. Fondamentalement, nous sommes favorables à l'élargissement des catégories de membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité sur la base d'une représentation géographique équitable qui reflète les réalités actuelles. Nous sommes donc fermement convaincus que toute restructuration du Conseil de sécurité doit le rendre plus inclusif, plus représentatif et plus démocratique.

Le Cambodge est attaché à une réforme du Conseil de sécurité qui aboutisse à des progrès concrets. Nous considérons que si le processus de réforme ne profite qu'à un petit nombre de pays, cela irait à l'encontre des principes fondamentaux d'équité et des nobles objectifs qui sous-tendent notre volonté de réforme.

Enfin, ma délégation tient à souligner que les négociations intergouvernementales doivent être le mécanisme principal pour mener les négociations sur la réforme du Conseil de sécurité, conformément à la décision 62/557. Ma délégation a bon espoir que les négociations porteront leurs fruits.

M. Khaddour (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je remercie tout d'abord le Président d'avoir organisé cette séance importante, qui offre aux États Membres une nouvelle occasion d'échanger leurs points

de vue et de poursuivre le dialogue multilatéral sur ce point de l'ordre du jour. Je tiens également à saluer les efforts déployés par les Représentants permanents de l'État du Koweït et de l'Autriche à la tête des négociations intergouvernementales.

La délégation de mon pays s'associe à la déclaration faite par le Représentant permanent de Bahreïn au nom du Groupe des États arabes (voir A/78/PV.34). Je voudrais faire la déclaration suivante à titre national.

Il est plus urgent que jamais de réformer le Conseil de sécurité et les institutions de la légitimité internationale en général, dans un monde en proie à des guerres et à des conflits de plus en plus meurtriers et criminels, qui mettent en péril la sécurité des peuples. Il importe de rappeler que ces conflits meurtriers sont le résultat de l'échec patent des institutions de la légitimité internationale, notamment du Conseil de sécurité, et de leur piètre performance après la guerre froide. En conséquence, le monde a été témoin de guerres, de massacres et de crises, qui ont été pour la plupart délibérément orchestrés, en Europe centrale et orientale, en Afrique, en Asie centrale et au Moyen-Orient, semant la misère, la pauvreté et la destruction parmi les peuples de ces régions, d'une part, et remplissant les coffres des féroces institutions financières occidentales de richesses tachées du sang des pauvres, d'autre part.

Au début du siècle, l'unilatéralisme a été défendu de manière abusive, alors même que le multilatéralisme était délibérément entravé, voire téléguidé. Les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ont été interprétés de manière sélective et arbitraire, au mépris de leur signification véritable. Les peuples du monde ont donc perçu les institutions de la légitimité internationale comme complices des grandes puissances dans la destruction, le pillage et l'appauvrissement des peuples.

Dans le chaos qui s'est emparé du système international et de ses institutions, les crimes de l'invasion et de l'occupation de l'Iraq et de l'Afghanistan sont restés impunis, tout comme la destruction criminelle de la Libye et du Soudan. Les violations continues endurées par le peuple palestinien depuis 75 ans ont été passées sous silence, tout comme l'occupation israélienne des territoires arabes de Palestine et du Golan. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité ont été invalidées et les tentatives de mettre fin à la Question de Palestine se poursuivent. Pire encore, ces violations et pratiques sont le plus souvent perpétrées au nom de la légitimité internationale et des résolutions du Conseil de sécurité, sous le prétexte de maintenir la paix et la sécurité internationales.

De nouveaux précédents dangereux, contraires à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies, sont en train de s'imposer. Il s'agit notamment de la légitime défense préventive, de la guerre préventive, de la guerre contre le terrorisme et de la légitime défense contre des acteurs non étatiques dont sont à l'origine les États mêmes qui s'en servent comme de prétextes.

Aujourd'hui, certains États continuent de perpétuer cette doctrine destructrice par le biais d'un produit hybride, le prétendu ordre international fondé sur des règles, que les pays occidentaux défendent sans relâche et auquel ils se réfèrent systématiquement dans leurs déclarations, à notre grande surprise. Mais lorsque l'impartialité, l'objectivité et le respect des règles sont mis à l'épreuve, ces pays échouent, et leur échec est retentissant et honteux.

Un exemple en est le génocide en cours à Gaza, documenté par des enregistrements audio et vidéo, qui se manifeste par la mort, l'effusion de sang et la destruction, ainsi que par les cris d'enfants qui hurlent de douleur et de peur alors qu'ils attendent la mort sous les décombres. Même face à cela, ces pays n'ont pas osé condamner Israël et, pire encore, certains s'évertuent même à justifier les actes d'Israël en les qualifiant de légitime défense. Honte à eux. L'occupant a désormais droit à la légitime défense, tandis que la résistance est devenue un acte de terrorisme. L'extermination d'un peuple entier est maintenant un moyen de lutter contre le terrorisme et de sauver le monde du danger que représentent les enfants de Gaza, avec leurs jouets et leurs rêves.

Tout cela est justifié par ce prétendu ordre international fondé sur des règles défendu par l'Occident. Peut-être serait-il plus exact de décrire ce produit occidental comme le système international dépourvu de règles.

Mon pays attache une grande importance à la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et à sa réforme. Nous sommes prêts à collaborer de manière constructive avec toutes les parties au cours des négociations intergouvernementales, dans un esprit d'objectivité, afin d'aboutir à la meilleure réforme possible. À l'avenir, cela garantira le bon fonctionnement et l'efficacité du Conseil de sécurité, qui pourra remplir son mandat principal, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cela garantira également le respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Dans ce contexte, ma délégation exprime de nouveau son soutien aux travaux du Groupe de travail à

composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité, et se félicite des progrès réalisés jusqu'à présent dans le cadre des négociations intergouvernementales pour parvenir à des formulations consensuelles qui contribueraient à soutenir un processus de réforme global aboutissant à un Conseil de sécurité plus démocratique, plus représentatif et plus efficace, à même de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Ma délégation souligne l'importance de débats approfondis sur les cinq piliers du processus de réforme et la nécessité de parvenir à un consensus aussi large que possible sur ces questions, en évitant les politiques de blocs, d'exclusion, d'hégémonie et de dépendance. L'interdépendance étroite entre les cinq piliers de la réforme exige que nous les examinions en parallèle et de manière équilibrée, sans privilégier l'un par rapport à l'autre. Pour ce faire, nous devons tous adhérer au principe de participation au processus de réforme et nous abstenir d'imposer des textes non consensuels ou des calendriers irréalistes comme base de négociation, ou d'exiger l'ouverture de négociations sur des textes spécifiques et prédéterminés alors que les conditions nécessaires ne sont pas remplies, ce qui ne ferait qu'aggraver les divisions et nous éloignerait de la réforme souhaitée.

Ma délégation souligne que les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, y compris la décision 62/557, doivent servir de base aux négociations. Les négociations intergouvernementales constituent le seul cadre fondamental pour garantir la bonne conduite du processus de négociation et permettre à tous les États Membres de participer de manière constructive et transparente aux débats et à la revitalisation processus de réforme et d'œuvrer pour rapprocher les différents points de vue, en vue de faire du Conseil de sécurité un organe plus équilibré et plus représentatif, qui soit acceptable pour tous les États Membres, et ce, sans préjudice des principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies, en évitant les chevauchements entre les mandats et les pouvoirs du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. En outre, les méthodes de travail du Conseil de sécurité doivent être respectées et le Conseil ne doit être utilisé ni comme couverture ni comme outil d'ingérence dans les affaires intérieures des États.

En conclusion, ma délégation estime qu'il est important d'exclure tout facteur ou concept susceptible de provoquer des divisions entre les États Membres sur

les principes de la réforme. Il faut s'efforcer d'assurer une représentation équitable des pays en développement et de veiller à ce qu'ils puissent participer efficacement aux mécanismes internationaux de prise de décision en matière de paix et de sécurité internationales et exercer leurs droits souverains sur un pied d'égalité avec les autres. Nous devons également remédier au déséquilibre entre les pays du Nord et du Sud, dans l'intérêt de tous les États Membres de l'ONU, et de manière à apporter plus de sécurité, de paix et de bien-être aux peuples des Nations Unies, au nom desquels a été rédigée la Charte, qui vise à les préserver du fléau des guerres, des tragédies et de l'injustice, comme nous nous y sommes engagés lorsque l'Organisation a été créée, en 1945.

Nous devons toujours nous souvenir que les premiers mots de la Charte sont : « Nous, peuples des Nations Unies », et que notre mission ici est de les représenter, de travailler pour eux et seulement pour eux.

M. Romero Puentes (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous souhaitons tout d'abord féliciter les Ambassadeurs du Koweït et de l'Autriche pour leur nomination en tant que Coprésidents des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité. Nous les assurons de notre soutien en vue de poursuivre les échanges de vues sur la nécessaire réforme du Conseil de sécurité.

Il est essentiel d'aborder la question de la réforme du Conseil au moyen d'un débat approfondi sur les grandes cinq questions concernées par ce processus, comme énoncé dans la décision 62/557, afin de parvenir au consensus le plus large possible. Nous prenons acte des pratiques innovantes mises en œuvre lors de la session précédente et de l'objectif visé, qui est de fournir aux États des informations sur le processus en temps utile et de contribuer à des discussions plus transparentes et inclusives.

Notre délégation réaffirme qu'elle est favorable à une réforme globale du Conseil de sécurité, y compris de ses méthodes de travail, afin d'en faire un organe transparent, démocratique et représentatif. Pour ce faire, nous pensons que les négociations doivent d'abord être informelles et transparentes, et que les procès-verbaux des consultations informelles du Conseil, qui devraient être l'exception et non la règle, doivent être publiés. Deuxièmement, il convient d'adopter son règlement intérieur, qui reste provisoire à ce jour. Troisièmement, un rapport exhaustif et analytique sur ses travaux devrait être présenté chaque année à l'Assemblée générale, ce qui permettrait d'analyser ses décisions. Quatrièmement, sa composition devrait être élargie, tant dans la catégorie

des membres permanents que dans celle des membres non permanents, afin de remédier à la représentation insuffisante des pays en développement, qui constituent la majorité des Membres de l'ONU.

Sur ce point, les nouveaux membres permanents devraient comprendre au moins deux pays africains, deux pays d'Amérique latine et des Caraïbes et deux pays asiatiques en développement. Il n'est pas juste que des régions entières comme l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes ne soient pas représentées dans cette catégorie. La catégorie des membres non permanents devrait être élargie à au moins 15 membres.

Cuba s'est toujours opposée à l'existence du veto. Toutefois, tant qu'il n'est pas supprimé, les nouveaux membres permanents doivent avoir les mêmes prérogatives et droits que les membres actuels, y compris le droit de veto. Nous ne devons pas établir de critères sélectifs ou discriminatoires. Nous ne sommes pas favorables à la création de nouvelles catégories ou sous-catégories de membres, car cela ne ferait qu'accentuer les différences déjà existantes et favoriserait les divisions au sein du Conseil.

Un autre élément clef qu'il convient de rappeler ici est qu'il faut mettre fin à l'ingérence du Conseil dans des questions qui ne relèvent pas de sa compétence, en particulier des questions qui relèvent exclusivement du mandat de l'Assemblée générale.

Nous pensons que, pour parvenir à un Conseil de sécurité meilleur pour tous, nous devons continuer à promouvoir de vastes débats entre les États Membres et les groupes, en faisant fond sur les bonnes pratiques mises en œuvre depuis la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. Nous sommes convaincus que nous pourrions ainsi continuer à réduire les écarts actuels entre les positions des États Membres, afin d'obtenir des résultats tangibles, sur la base d'une approche inclusive et participative.

M. Dvornyk (Ukraine) (*parle en anglais*) : La délégation ukrainienne se félicite de l'organisation de ce débat et se joint aux autres délégations pour féliciter les Ambassadeurs de l'Autriche et du Koweït de leur reconduction à la coprésidence des négociations intergouvernementales.

L'Ukraine, qui se défend contre l'agression armée russe, réaffirme que l'urgence d'une réforme du Conseil de sécurité est aujourd'hui plus évidente que jamais. Depuis plus de 20 mois, c'est-à-dire depuis le début de l'invasion à grande échelle, le Conseil de sécurité s'est

régulièrement penché sur cette situation, mais aucune mesure importante n'a été prise pour rétablir la paix et la sécurité internationales. Cela n'a rien de surprenant. Nous saluons le dévouement des membres responsables du Conseil de sécurité. Ce dévouement a toutefois été constamment mis à mal par le comportement irresponsable de l'agresseur, qui occupe un siège permanent au Conseil.

Nous discutons depuis des années des différentes options visant à accroître l'efficacité du Conseil, mais sans guère progresser. Nous passerons sans doute encore des années à obtenir le même résultat, si nous n'avons pas le courage de reconnaître la cause première du problème, à savoir l'approbation tacite de l'occupation, par la Russie, du siège permanent de l'Union soviétique, en contournant les procédures juridiques nécessaires prévues par la Charte des Nations Unies.

Cette occupation russe, la première d'une longue liste, a encouragé Moscou à entreprendre d'autres violations. Le Conseil lui-même a été pris en otage par la Russie, qui s'en sert pour justifier les agressions et les violations dont elle se rend coupable. Non seulement les tentatives du Conseil pour agir sur le dossier ukrainien ont été bloquées par la Russie, mais sa panoplie d'outils a également été utilisée à mauvais escient par ce pays pour diffuser sa propagande et surcharger les débats sur la guerre en dupliquant les séances. Cela nuit gravement à la crédibilité du Conseil, tout comme les tentatives de la Russie de transformer les séances du Conseil en spectacle, en invitant dans la salle du Conseil des stars de la pop et autres personnalités qui n'y ont pas leur place.

Le remède à la pratique délibérée consistant à immobiliser le Conseil est étroitement lié à la question du veto, mais pas seulement. Nous sommes convaincus que le veto ne doit pas servir d'arme à ceux qui sont obsédés par la haine et la guerre. Les raisons légitimes de restreindre l'utilisation du veto par un membre permanent du Conseil de sécurité doivent inclure les cas de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, ainsi que les conflits et les situations dans lesquels un membre permanent est impliqué et sur lesquels il ne peut pas voter de manière impartiale en raison d'un conflit d'intérêts.

Les progrès dans ce domaine se font attendre depuis longtemps et nous encourageons les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à se concentrer sur cette question au cours du prochain cycle de négociations intergouvernementales. Il convient également d'aborder à la table des négociations différentes idées originales, dont celle de donner à l'Assemblée générale le pouvoir réel

de passer outre au veto. L'Ukraine considère également qu'il est injuste que des milliards de personnes n'aient pas de représentation permanente au Conseil de sécurité. L'Union africaine doit être présente en permanence et l'Asie mérite une représentation permanente plus large. Il faut également tenir compte du fait que l'Allemagne est devenue l'un des principaux garants de la paix et de la sécurité dans le monde. L'Amérique latine doit être représentée de manière permanente, de même que les États du Pacifique.

Il y a également un certain nombre d'autres questions que ma délégation considère importantes pour faire avancer le processus de négociations intergouvernementales.

Premièrement, nous pourrions ouvrir de nouvelles voies de progrès si nous nous accordions sur des négociations basées sur un texte. Cette étape permettrait de redynamiser le processus et de faire en sorte qu'il soit plus axé sur les résultats.

Deuxièmement, nous estimons qu'un texte censé servir de base aux négociations doit dûment refléter l'ensemble des positions et des propositions et reconnaître les propositions non contestées comme des points de convergence. Parmi ces propositions incontestées figure le renforcement de la représentation du Groupe des États d'Europe orientale au sein du Conseil. Au moins un siège supplémentaire doit être attribué à ce groupe dans la catégorie des membres élus.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que la délégation ukrainienne sera prête à collaborer de manière constructive sur tous les groupes de questions visés par les négociations. Nous restons déterminés à contribuer à la réalisation de notre objectif commun, à savoir la réforme du Conseil de sécurité, afin de rendre cet organe pleinement opérationnel et capable de s'acquitter efficacement de sa responsabilité principale, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

M^{me} Concepción Jaramillo (Panama) (*parle en espagnol*) : Le Panama félicite le Représentant permanent de la République d'Autriche, l'Ambassadeur Alexander Marschik, et le Représentant permanent de l'État du Koweït, l'Ambassadeur Albanai, pour leur nomination à la coprésidence des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité au cours de cette session.

Nous exprimons le soutien et la coopération du Panama dans ce processus complexe, mais crucial. Nous reconnaissons les progrès significatifs réalisés dans le cadre des travaux de la soixante-dix-septième session,

qui ont constitué des avancées très importantes en termes de transparence des négociations et d'accessibilité des informations issues des dialogues. On peut citer à titre d'exemple la diffusion publique des réunions de négociations intergouvernementales et la création d'un site Web contenant des informations actualisées – c'est la première fois que le processus est rendu public de cette manière.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des défis et des menaces plus importants que nous ne l'étions il y a près de 60 ans, lorsque le dernier amendement a été adopté pour élargir le Conseil de sécurité de 11 à 15 membres (résolution 1991 (XVIII)). C'est pourquoi le Panama réaffirme sa conviction que le Conseil de sécurité doit impérativement évoluer et s'adapter aux nouvelles réalités, ce qui lui permettra de travailler avec plus d'efficacité, de transparence et de responsabilité et de renforcer la capacité de l'ONU à répondre de manière décisive aux défis du XXI^e siècle, en démontrant un attachement inébranlable aux principes fondamentaux de la paix et de la sécurité internationales.

Le Panama soutient l'augmentation du nombre de membres du Conseil de sécurité. Nous pensons qu'un nombre réaliste se situerait entre 21 et 27 membres. Toutefois, avant de définir un tel nombre, il est essentiel de s'accorder sur l'équilibre entre les catégories et sur la manière de décider des pays qui occuperont ces nouveaux sièges. Nous sommes prêts à appuyer une augmentation du nombre de membres non permanents, en veillant à une répartition équitable des nouveaux sièges ainsi créés entre tous les groupes régionaux existants, conformément au paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte des Nations Unies.

De même, le Panama réaffirme sa proposition selon laquelle, dans un Conseil élargi, les membres non permanents pourraient être élus pour une période plus longue, allant de trois à cinq ans, avec la possibilité d'une réélection consécutive. Une telle formule permettrait aux membres de conférer une plus grande continuité aux actions globales visant à renforcer les aspirations à la paix et à la sécurité, comme l'exige la communauté internationale.

En ce qui concerne la représentativité, le paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies est clair. Les membres du Conseil de sécurité agissent au nom de tous les États Membres de l'Organisation lorsqu'ils exercent leur responsabilité principale en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Bien qu'ils appartiennent à une région précise, leurs actions

sont orientées vers la communauté internationale dans son ensemble.

Le Panama, comme la majorité des États Membres de l'ONU, soutient la proposition visant à permettre à l'Afrique d'élargir sa représentation au Conseil de sécurité.

Le contexte mondial actuel est la preuve de l'inefficacité du Conseil à s'acquitter de sa responsabilité et de son mandat de préserver la paix et la sécurité internationales, conformément aux principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Sa principale fonction est de jouer un rôle crucial dans la prise de décisions essentielles pour la stabilité mondiale. Cependant, il est entravé dans l'exercice de ses fonctions par l'usage inconsidéré du droit de veto. Nous sommes donc d'accord avec la proposition d'en limiter l'utilisation.

Il est essentiel d'accorder la plus grande priorité à la dignité humaine dans la prise de décisions. Elle est plus importante que les intérêts politiques ou individuels. La volonté politique d'adopter des décisions est ce qui permettra au Conseil de sécurité de s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités principales d'organe chargé de garantir la paix et la sécurité internationales.

Quatorze années se sont écoulées dans ce processus de dialogue et de négociation. Il faut réfléchir au nombre d'années qu'il nous faudra encore pour concilier tous les points de vue. La perfection est l'ennemie de l'action. Nous devons passer à l'action et essayer de progresser sur les points de convergence possibles.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je voudrais tout d'abord rendre hommage au travail accompli par le Représentant permanent de l'Autriche, l'Ambassadeur Alexander Marschik, et par le Représentant permanent du Koweït, l'Ambassadeur Tareq Albanai, qui ont dirigé le processus de négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité au cours de la session précédente, et je les félicite d'avoir été reconduits dans leurs fonctions pour le présent mandat.

Au cours du dernier processus, nous avons progressé sur les aspects novateurs liés au format et à la logistique des séances. En ce qui concerne les questions de fond, nous avons progressé dans le domaine des dialogues constructifs, y compris la série de conversations informelles permettant à chaque délégation de mieux comprendre les points de vue des autres délégations.

Cependant, nous n'avons pas progressé vers la réforme en tant que telle, car il n'y a pas de consensus sur l'orientation à donner à ce processus. Nous espérons

que la présente session nous permettra de franchir de nouvelles étapes dans le processus. Il faut donc profiter de l'expérience des Coprésidents et de leurs équipes. Encore une fois, nous ne partons pas de zéro, bien au contraire, nous nous basons sur les six paragraphes de la décision orale de l'Assemblée générale adoptée le 29 juin 2023 (décision 77/559).

À cet égard, je voudrais rappeler que notre objectif ultime n'est pas de renforcer les organes de l'Organisation des Nations Unies ; ce n'est qu'une étape sur la voie de la réalisation de notre objectif principal, qui est la paix et la sécurité internationales. Par conséquent, compte tenu de la relation entre les organes principaux, pour avoir un Conseil de sécurité plus fort et plus efficace, nous avons également besoin d'une Assemblée générale plus moderne et plus efficace. Nous devons donc réaffirmer le rôle central de l'Assemblée, y compris sur la question dont nous débattons : la question de la représentation équitable au sein du Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de membres du Conseil de sécurité, ainsi que d'autres questions liées au Conseil de sécurité.

L'Équateur souhaite une réforme urgente du Conseil de sécurité. Nous insistons donc sur l'impérieuse nécessité d'introduire dans ce dialogue une base solide de réalisme, affranchie de l'influence des intérêts individuels ou de groupe. Nous réaffirmons que l'Équateur participera à ce nouveau processus de manière indépendante, comme il l'a toujours fait.

De nombreuses délégations ont évoqué la nécessité de réformer le Conseil en raison de son incapacité à agir sur certaines questions qui sont au cœur de l'ordre du jour international. Ne nous y trompons pas : aucun format institutionnel d'un Conseil de sécurité réformé ne suffira à instaurer la paix et la sécurité si ses membres et les autres Membres de l'Organisation ne s'acquittent pas des responsabilités qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Maintenant que l'Équateur a été élu au Conseil de sécurité, nous avons pu observer de plus près l'élaboration et l'adoption de dispositions relatives à la paix et à la sécurité, et même y participer. Il faut donc veiller à évaluer le travail du Conseil dans sa véritable dimension. Oui, le Conseil produit des résultats importants. Dans le cas contraire, pourquoi une si grande majorité de pays souhaiterait-elle obtenir un siège au Conseil de sécurité ?

Il est également indéniable que le Conseil doit être en mesure d'agir sur toutes les questions les plus urgentes, comme ce fut le cas avant-hier concernant la situation

humanitaire à Gaza (voir S/PV.9479). Mais il doit pouvoir agir plus rapidement. Comment y arriver ? Non pas avec davantage de membres permanents, mais moins ; non pas avec davantage de droits de veto, mais moins.

Dans un mois, le 17 décembre, nous célébrerons le soixantième anniversaire de la décision de l'Assemblée de porter le nombre de membres du Conseil de sécurité de 11 à 15 (résolution 1991 (XVIII)). Il n'aura fallu que 13 ans pour que le désir d'élargir le Conseil refasse surface, et cet objectif n'a pas été atteint. Cette absence d'accord sur la réforme fait obstacle à la possibilité d'une plus grande participation de tous les pays qui sont Membres de l'ONU aux travaux du Conseil, comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises ces dernières années.

L'Équateur est favorable à l'élargissement de la catégorie des membres non permanents ou élus du Conseil de sécurité afin de favoriser la diversité des idées et des initiatives, ainsi que la complémentarité, et de permettre une rotation et une participation accrues des pays intéressés.

Par exemple, dans la région du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes – ma région –, des candidats se présentent pour les 32 prochaines années, c'est-à-dire jusqu'en 2056, soit plus de 10 ans après que l'ONU aura fêté ses 100 ans.

L'Équateur souligne donc la nécessité d'une réforme urgente qui reflète les réalités du monde contemporain, y compris les valeurs de la représentation alternée, que l'Assemblée a promues au cours de ce siècle. Nous continuerons à rechercher une réforme qui permette une représentation équitable des différents groupes interrégionaux de pays en développement, comme c'est le cas pour les petits États insulaires en développement. Toute augmentation nécessiterait également une accélération de la modernisation des méthodes de travail du Conseil, faute de quoi il ne travaillerait que plus lentement. En effet, tout en progressant dans ce processus, nous pouvons et devons continuer à renforcer les méthodes de travail du Conseil de sécurité en ce qui concerne les aspects qui ne nécessitent pas une réforme de la Charte, mais plutôt sa mise en œuvre. Dans ce processus, plusieurs membres permanents ont réaffirmé leur soutien à la réforme et à l'élargissement du Conseil de sécurité, mais ces déclarations doivent être reflétées de manière cohérente dans le contexte d'une plus grande démocratisation des pratiques et des procédures du Conseil de sécurité.

Il faut également réfléchir à la mise en œuvre appropriée du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte

des Nations Unies, selon lequel les parties à un différend doivent s'abstenir de voter.

Nous exprimons une fois de plus notre soutien à l'initiative franco-mexicaine sur la restriction du droit de veto en cas d'atrocités massives, ainsi qu'au Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence relatif à l'action du Conseil de sécurité contre le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Je conclurai en invitant respectueusement les délégations, en particulier celles qui consolident le statu quo par leur appartenance à l'un ou l'autre groupe, à envisager les compromis qui permettraient d'avancer sur la voie de la réforme. L'un d'eux pourrait être la possibilité de réélire les membres qui le souhaitent, à condition que l'Assemblée en décide ainsi.

Poursuivons le processus dans un esprit de souplesse et de respect mutuel, en évitant tout clivage ou tout discours de confrontation, afin de faciliter la meilleure convergence possible des points de vue. Pour obtenir des résultats, nous avons besoin de souplesse de la part de toutes les délégations, et pas seulement de certains groupes ou de certains pays.

M. Segura Aragón (El Salvador) (*parle en espagnol*) : El Salvador se félicite de la tenue de ce débat annuel sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité.

Je souhaite profiter de cette occasion pour remercier les Coprésidents du processus de négociations intergouvernementales de leur travail inestimable. Nous les félicitons également pour le renouvellement de leur mandat et sommes convaincus que, sous leur direction avisée, nous continuerons à progresser dans cet important processus.

En vertu de la Charte des Nations Unies, les États Membres de l'Organisation confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil agit en leur nom. Les États Membres confèrent au Conseil de sécurité cette compétence afin d'assurer une action rapide et efficace de l'ONU, tout en établissant clairement que le Conseil de sécurité agira conformément aux buts et aux principes de l'Organisation. Mon pays saisit cette occasion pour rappeler que ces buts comprennent la prise de mesures collectives et

efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix. L'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix est également l'un des buts de l'Organisation.

Par conséquent, nous estimons que les discussions sur la réforme du Conseil de sécurité sont plus pertinentes que jamais. Les circonstances actuelles et l'incapacité du Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités mettent en évidence la nécessité de parvenir d'urgence à des accords transformateurs en vue de sa réforme. Nous convenons avec le Président de l'Assemblée générale que sans réforme structurelle, il est inévitable que le Conseil de sécurité et sa légitimité continuent d'être compromis, tout comme la pertinence de l'ONU elle-même. Nous pensons que, malheureusement, sans réforme structurelle, ce sont aussi les millions de personnes touchées par des conflits qui continueront de pâtir de l'incapacité du Conseil de sécurité à maintenir la paix et la sécurité internationales. El Salvador est favorable à une réforme qui permettrait au Conseil de sécurité d'être un organe plus représentatif, légitime, efficace et transparent. Nous soutenons une transformation du Conseil qui lui permettrait d'agir de manière agile et responsable face aux conflits et aux menaces à la paix.

Pour rendre le Conseil de sécurité plus représentatif, mon pays est favorable à l'augmentation du nombre de ses membres élus. Les événements récents ont montré très clairement que les membres élus apportent une contribution notable en permettant au Conseil de sécurité de parvenir à des accords équilibrés et importants. Nous sommes fermement convaincus que cela exige de renforcer la participation des régions et des pays qui ont été historiquement sous-représentés au Conseil de sécurité. Une telle évolution permettrait à tous les États Membres de contribuer concrètement au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Mon pays est vivement préoccupé par le recours de plus en plus fréquent au droit de veto par certains membres non élus du Conseil de sécurité. Cette situation a entraîné la paralysie du Conseil et a gravement nui à sa crédibilité, ainsi qu'à celle de l'ensemble de l'Organisation. Tant que ce mécanisme anachronique existera, El Salvador estime qu'il est essentiel d'en limiter l'utilisation. En conséquence, nous avons souscrit à la déclaration politique sur la suspension du droit de veto en cas d'atrocités de masse, promue par le Mexique et la France, ainsi qu'au Code de conduite relatif à l'action du Conseil de sécurité contre

le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. El Salvador encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à ces instruments importants. Nous appuyons également le renforcement des relations entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. À cet égard, nous soulignons les synergies qui existent entre le processus de négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité et le processus de revitalisation des travaux de l'Assemblée générale. Nous pensons également que les débats sur l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité constituent une occasion précieuse d'améliorer son fonctionnement et de rendre ses activités plus transparentes.

Depuis plus d'une décennie, le processus de négociations intergouvernementales a été principalement une instance où les groupes et les États Membres ont répété à plusieurs reprises leurs positions sans parvenir à des accords concrets sur la réforme du Conseil de sécurité. Nous regrettons que l'objectif énoncé dans la décision 62/557 de rechercher une solution qui puisse recueillir l'adhésion politique la plus large possible parmi les États Membres soit encore loin d'être atteint. Même si nous reconnaissons que des mesures importantes ont été prises sous la direction des Coprésidents pour améliorer les méthodes de travail, notamment la diffusion en direct de la première partie des séances et la création d'un répertoire numérique des informations relatives au processus, il reste beaucoup à faire pour garantir l'efficacité et l'inclusivité de ce dernier.

C'est pourquoi El Salvador s'associe à ceux qui ont souligné la nécessité de concrétiser l'engagement pris à la soixante-quinzième session de donner un nouveau souffle aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité. Par conséquent, nous soutenons l'idée que l'objectif principal des délibérations au cours de la présente session doit être de réduire les divergences concernant les cinq grandes questions sur lesquelles portent les négociations intergouvernementales et d'accroître les convergences entre les États Membres. Selon nous, pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de mener un dialogue approfondi, réaliste et pragmatique sur les aspects où des divergences importantes subsistent. Nous appelons donc les États Membres à participer à ce processus dans un esprit plus constructif et avec plus de souplesse.

En conclusion, qu'il me soit permis de réaffirmer l'engagement d'El Salvador à participer de manière dynamique aux délibérations futures sur la réforme nécessaire et urgente du Conseil de sécurité.

M. Luemba (Angola) (*parle en anglais*) : Nous tenons à féliciter le Président de l'Assemblée générale pour l'importance qu'il accorde à la question de la réforme du Conseil de sécurité, comme il l'a démontré en nommant les deux Coprésidents du processus de négociations intergouvernementales pour la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale. Nous félicitons S. E. M. Alexander Marschik, Représentant permanent de l'Autriche, et S. E. M. Tareq Albanai, Représentant permanent de l'État du Koweït, pour leur nomination en tant que Coprésidents du processus de négociations intergouvernementales. L'Angola les assure de son plein soutien.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par la Sierra Leone au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/78/PV.34).

La question de la représentation équitable et de l'augmentation du nombre de membres du Conseil de sécurité est examinée par l'Assemblée générale depuis trop longtemps. Quinze ans après l'adoption de la décision 62/557, les résultats des différentes sessions des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité restent bien en deçà des attentes des États Membres. Plus les Membres reportent la conclusion de leurs délibérations sur ce point très important de l'ordre du jour, plus la solution devient complexe et incertaine, alors que le paysage géopolitique mondial évolue à un rythme sans précédent. Nous soulignons une fois de plus l'importance de la décision 62/557, qui appelle à des négociations intergouvernementales sur la question de la réforme du Conseil de sécurité. Nous considérons que les négociations intergouvernementales sont la seule plateforme viable pour garantir un processus ouvert, transparent et inclusif afin de rapprocher les positions en vue de parvenir à un résultat acceptable et équilibré.

L'Angola se félicite de l'élaboration du document-cadre et de la version révisée du document dans lequel sont énoncés les éléments communs portant sur les points de convergence et de divergence lors des sessions précédentes des négociations intergouvernementales, ainsi que d'autres documents pertinents des sessions précédentes. Ces documents de référence sont tous importants, car ils reflètent la Position commune africaine, ainsi que les positions des autres États Membres.

Ces dernières années, nous avons vu que le Conseil de sécurité était incapable d'assumer ses responsabilités. Les événements récents dans le monde indiquent que le Conseil n'a pas été en mesure de maintenir efficacement la paix et la sécurité ni de donner suite à l'unanimité des États Membres sur la nécessité d'une réforme urgente. La

transformation du Conseil en un organe inclusif et crédible dans l'exercice de sa responsabilité première, maintenir la paix et la sécurité internationales, est aujourd'hui une nécessité absolue. Pour relever les défis croissants auxquels notre monde est confronté aujourd'hui dans le domaine de la paix et de la sécurité, il faut un Conseil restructuré, plus réactif et plus représentatif. Malheureusement, l'Afrique reste le seul continent à ne pas avoir de siège permanent au Conseil de sécurité. Ces injustices historiques inacceptables doivent être corrigées.

La Position commune africaine, entérinée par le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, appelle à attribuer deux sièges de membres permanents à l'Afrique, avec toutes les prérogatives qui s'y rattachent, y compris le droit de veto tant qu'il existe. Le Consensus d'Ezulwini demande aussi légitimement que cinq sièges non permanents du Conseil réformé soient attribués à l'Afrique afin que le continent africain puisse bénéficier d'une représentation proportionnelle à sa contribution actuelle au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Compte tenu de la dynamique suscitée par la semaine de haut niveau concernant la réforme du Conseil, l'Angola espère que les Coprésidents de la prochaine session des négociations intergouvernementales inciteront les Membres à faire un pas décisif vers les domaines de convergence et à combler les écarts sur les questions qui ne réunissent pas le consensus afin de parvenir à une véritable réforme du Conseil, conformément à l'ordre mondial multipolaire actuel.

L'Angola soutient l'appel à entamer un processus formel de négociations fondées sur un texte, guidé par les modalités, les méthodes de travail et le Règlement intérieur de l'Assemblée générale. Ma délégation réaffirme également son engagement à travailler avec toutes les délégations pour réaliser des progrès tangibles et encourager des négociations approfondies sur les cinq grandes questions du processus de réforme.

M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Le Guyana s'associe aux déclarations faites par les représentantes de Sainte-Lucie, au nom de la Communauté des Caraïbes, et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, au nom du groupe L.69 (voir A/78/PV.34).

Nous remercions le Président d'avoir organisé ce débat annuel et nous nous félicitons de la reconduction de S. E. M. Alexander Marschik, Représentant permanent de l'Autriche, et de S. E. M. Tareq Albanai, Représentant permanent de l'État du Koweït, en tant que Coprésidents des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité à la soixante-dix-huitième session.

Nous félicitons les Coprésidents pour le rôle moteur qu'ils ont joué au cours de la session précédente et réaffirmons notre intention de travailler de manière constructive avec eux pour faire avancer le processus de négociations intergouvernementales.

La réforme du Conseil de sécurité est peut-être le sujet qui, à l'ONU, suscite le plus de discussions et le moins d'actions. Pourtant, les défis multidimensionnels et sans cesse croissants de notre époque devraient véritablement nous inciter à mobiliser la volonté politique nécessaire pour passer à l'action. En conduisant à une augmentation des flux de réfugiés, des activités terroristes, de la criminalité organisée et du trafic d'armes, les changements climatiques, les nouvelles pandémies et le terrorisme mondial ajoutent de nouvelles dimensions aux travaux du Conseil. En outre, le manque de respect croissant pour l'état de droit suscite de vives inquiétudes. Tous ces facteurs menacent de saper l'autorité et la crédibilité du Conseil et de ses décisions.

De l'avis général, les règles inéquitables qui président à la prise de décisions du Conseil et sa composition anachronique, correspondant aux réalités d'il y a 78 et 58 ans, ne sont pas applicables au contexte d'aujourd'hui. C'est cette configuration qui favorise la paralysie du Conseil, en particulier lorsque la géopolitique et les intérêts égoïstes ne sont pas isolés des activités générales du Conseil, ce qui nuit à la réaction rapide et énergique de ce dernier. Si le Conseil ne fait pas l'objet de changements structurels, sa légitimité et son efficacité en pâtiront inévitablement. C'est pourquoi le monde exige un Conseil qui fonctionne selon les principes d'égalité et de représentativité et qui soit pleinement équipé pour répondre efficacement aux défis actuels à la paix et à la sécurité mondiales. Nous ne pouvons plus nous permettre de continuer à exclure les voix des populations de régions et de continents entiers des délibérations qui auront une incidence sur leur avenir. En outre, plutôt qu'appeler au changement et à la réforme, nous devons accorder la volonté politique et la priorité requises au processus de négociations intergouvernementales, en nous concentrant sur l'obtention de résultats plus concrets. Le Guyana est prêt à faire sa part des efforts.

Ma délégation, qui soutient l'appel à une réforme urgente et globale du Conseil, plaide en faveur d'un élargissement des deux catégories de membres et d'un siège tournant au Conseil pour les petits États insulaires en développement. Nous pensons que, compte tenu de son expérience sans pareille, cette catégorie d'États Membres a d'importantes contributions à apporter au maintien de

la paix et de la sécurité internationales, en particulier à la lumière des menaces émergentes et non traditionnelles qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. Nous appuyons également le Consensus d'Ezulwini pour une plus grande représentation de l'Afrique au sein du Conseil. Le Guyana est prêt à travailler avec toutes les délégations et reste pleinement déterminé à atteindre l'objectif de réformer le Conseil.

M. Khousakoun (République démocratique populaire lao) (*parle en anglais*) : Le contexte international, géopolitique et sécuritaire actuel souligne l'urgence de faire avancer la réforme du Conseil de sécurité. Nous félicitons les Coprésidents, l'Ambassadeur Alexander Marschik et l'Ambassadeur Tareq Albanai, de leurs efforts continus et de leur initiative de diffuser sur le Web les débats des négociations intergouvernementales et de créer un site Web servant de répertoire des négociations intergouvernementales, ce qui, nous en sommes convaincus, contribuera à garantir la transparence et l'efficacité du processus de réforme. Nous nous joignons également à tous ceux qui les ont félicités pour leur reconduction.

Au fil des ans, le processus de négociations intergouvernementales a constitué une plateforme essentielle permettant à tous les États Membres de discuter de la réforme du Conseil. Compte tenu des nouveaux défis en matière de sécurité auxquels la communauté internationale est confrontée, il est plus crucial que jamais que le Conseil remplisse son mandat, tel qu'il est inscrit dans la Charte des Nations Unies, à savoir remédier à l'insécurité mondiale et aux conflits armés en cours et prévenir une nouvelle catastrophe pour l'humanité tout entière. La République démocratique populaire lao exprime à nouveau son soutien indéfectible à une réforme du Conseil via le processus de négociations intergouvernementales. Il est important que ce processus piloté par les États Membres soit mené de manière globale, transparente, inclusive et équilibrée. À cet égard, il est essentiel que toutes les positions et propositions des États Membres soient étudiées soigneusement et qu'elles soient guidées par les décisions pertinentes de l'Assemblée générale, afin de parvenir à un résultat consensuel acceptable pour tous et toutes.

Pour aller de l'avant, ma délégation estime que le processus de réforme doit garantir l'élargissement des catégories de membres permanents et non permanents du Conseil, tout en tenant compte des intérêts de tous les États Membres et en assurant une représentation géographique équitable.

La République démocratique populaire lao se réjouit d'ores et déjà de pouvoir travailler, tout au long

de cette soixante-dix-huitième session, en étroite collaboration avec tous les États Membres pour faire avancer le processus de négociations intergouvernementales. Nous assurons les Coprésidents de tout notre soutien et espérons que nos délibérations aboutiront à un résultat fructueux.

M^{me} Alnesf (Qatar) (*parle en arabe*) : L'État du Qatar remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé la présente séance. Nous saluons les efforts déployés par le Représentant permanent de l'État du Koweït, pays frère, et par le Représentant permanent de l'Autriche en tant que Coprésidents du processus de négociations intergouvernementales sur la question de la représentation équitable au sein du Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que sur des questions connexes.

Nous nous associons à la déclaration faite par le représentant de Bahreïn au nom du Groupe des États arabes (voir A/78/PV.34).

La question de la réforme du Conseil de sécurité est un enjeu majeur et constitue un objectif stratégique pour la communauté internationale en raison de son lien avec l'un des principaux piliers de l'ONU, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil est l'organe principal de l'Organisation chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales, conformément au mandat que lui confère la Charte des Nations Unies.

Le processus de réforme est devenu urgent, en particulier à la lumière de l'intensification des conflits et des crises dans le monde, au premier rang desquels la crise humanitaire catastrophique et l'escalade dangereuse dans la bande de Gaza, ainsi que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés par l'occupation israélienne contre le peuple palestinien frère. Ces actes laissent présager des répercussions dangereuses sur la paix et la stabilité dans la région, ainsi que sur la paix et la sécurité internationales, en particulier face au silence de la communauté internationale et à l'incapacité du Conseil de sécurité de remplir son mandat et de mettre un terme à la mort et à la destruction.

La promotion d'une efficacité, d'une transparence et d'une représentation accrues au sein du Conseil renforcerait sa légitimité et contribuerait aux efforts internationaux visant à mettre en place un ordre de gouvernance mondiale plus efficace et plus transparent. Par conséquent, pour être couronné de succès, le processus de réforme mené par l'entremise des négociations intergouvernementales doit se conformer aux références de base, en particulier s'agissant du lien entre les cinq

grandes questions énoncées dans la décision 62/557, et respecter le principe d'égalité entre tous les États.

À cet égard, l'État du Qatar a toujours participé de bonne foi aux initiatives et aux efforts régionaux et internationaux visant à faire progresser le processus de réforme dans le cadre des négociations intergouvernementales. À cet égard, l'État du Qatar est fier d'avoir coprésidé les négociations intergouvernementales avec le Danemark au cours des soixante-quinzième et soixante-seizième sessions de l'Assemblée générale.

Toute réforme du Conseil de sécurité doit s'accompagner d'une amélioration de ses méthodes de travail et de son mécanisme de prise de décisions.

Nous réaffirmons le rôle important joué par l'Assemblée générale dans les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales, conformément à l'Article 11 de la Charte, y compris la formulation de recommandations à l'intention du Conseil de sécurité. En effet, la relation complémentaire entre le Conseil et l'Assemblée générale est un élément crucial pour rétablir l'équilibre nécessaire au travail de l'ONU.

La question du droit de veto est une question centrale du processus de réforme. L'expérience a montré que le fait de limiter l'exercice du droit de veto ou de s'abstenir d'y recourir, en particulier dans le cas de crimes graves tels que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, le génocide et le nettoyage ethnique, contribue à prévenir de tels crimes.

Le processus de réforme du Conseil de sécurité a pour but de concrétiser les objectifs et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Par conséquent, toute violation de la Charte ou du droit international affaiblit le rôle de l'Organisation et nuit à sa crédibilité et à celle de ses organes. Le non-respect de la souveraineté des États, la menace ou l'emploi de la force et la commission de crimes graves sont autant d'actes qui remettent en cause le rôle du Conseil de sécurité et de la communauté internationale et constituent des violations graves du droit international.

Pour terminer, nous saluons les progrès réalisés dans les négociations intergouvernementales et appelons à l'accélération du processus, tout faisant fond sur les points de convergence. Nous nous félicitons du document révisé des Coprésidents relatif aux éléments communs portant sur les éléments de convergence et de divergence, qui contient des propositions concrètes et constructives. L'État du Qatar espère continuer à participer à ce processus afin de renforcer l'efficacité, la crédibilité et la

diversité du Conseil et de garantir la représentation de toutes les régions du monde, y compris la région arabe, sur un pied d'égalité. Il est également nécessaire de garantir un Conseil transparent et responsable, capable de prendre des décisions au moment opportun pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

M. Tammsaar (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cette séance importante. Je remercie également les Représentants permanents de l'Autriche et du Koweït d'avoir mené les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité au cours de la session précédente de l'Assemblée générale, et je me réjouis bien sûr à la perspective de travailler en étroite collaboration avec eux au cours de la présente session.

L'Estonie continue de regretter l'absence de progrès substantiels et véritables dans la réforme du Conseil de sécurité, l'organe qui devrait assumer la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, comme le dispose la Charte des Nations Unies. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas.

Je souhaite formuler quelques observations.

L'objectif principal des efforts de réforme doit être d'arriver à un ordre mondial multilatéral renforcé, fondé sur le droit international, avec l'ONU et la Charte en son centre. Nous devons profiter de cet élan pour rétablir la pertinence politique de l'Organisation. Pour ce faire, nous avons besoin d'un Conseil de sécurité adapté à ses objectifs, transparent, ouvert et responsable, doté d'une capacité de décision accrue.

Pour que le Conseil de sécurité puisse accomplir les tâches prévues par la Charte des Nations Unies, nous devons adapter sa structure et ses méthodes de travail. La question centrale concernant l'efficacité du Conseil tourne autour de l'utilisation du droit de veto. L'initiative relative au veto est une avancée importante pour garantir l'application du principe de responsabilité au sein du système des Nations Unies. Elle a également renforcé le rôle de l'Assemblée générale dans le traitement des questions de paix et de sécurité.

Si nous ne pouvons nous entendre sur toutes les idées de réforme, concentrons-nous sur les points communs. En procédant par petits pas, réalisons les avancées qui sont possibles aujourd'hui.

Nous devons poursuivre les discussions sur les rôles respectifs du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ainsi que sur la relation entre les deux.

L'Assemblée générale devrait pouvoir passer outre collectivement à un veto au Conseil de sécurité si ce dernier n'est pas en mesure de faire respecter le droit international et les principes inscrits dans la Charte. Nous avons également constaté la pertinence croissante de la résolution 377 (V), intitulée « L'union pour le maintien de la paix », mais nous devons faire plus.

Qu'il me soit permis de formuler cinq observations.

Premièrement, le respect des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et l'appui total et sans réserve au droit international, à la Charte des Nations Unies et à la Cour pénale internationale doivent nous guider lorsque nous abordons la réforme du Conseil.

Deuxièmement, il ne doit pas y avoir de droit de veto s'il y a lieu de croire que le pays qui l'exerce a agi en violation du droit international. L'Estonie soutient l'initiative franco-mexicaine sur la restriction de l'utilisation du veto et le Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence relatif à l'interdiction de voter contre des résolutions qui ont pour but de mettre fin à des atrocités de masse, y compris le crime d'agression. Nous encourageons les 130 signataires du Code de conduite, qui constituent depuis de nombreuses années une majorité procédurale, à travailler ensemble pour lancer des discussions et des produits pertinents.

Troisièmement, le paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies dispose qu'« une partie à un différend s'abstient de voter » au Conseil de sécurité. J'appelle le Conseil à appliquer strictement et systématiquement cette clause, comme le prévoit la Charte, et comme cela a été fait dans de nombreux cas après la création de l'ONU.

Quatrièmement, la composition future du Conseil de sécurité doit refléter de manière adéquate le monde actuel. Nous plaidons en faveur d'une répartition équitable entre les continents et les régions. Les petits, moyens et grands États doivent tous avoir une chance d'être représentés.

Enfin, l'Estonie préconise un processus concret, axé sur les résultats, pour réformer le Conseil de sécurité. C'est pourquoi l'Estonie est favorable au passage à des négociations fondées sur un texte.

M^{me} Jiménez de la Hoz (Espagne) (*parle en espagnol*) : L'Espagne s'associe à la déclaration faite par le Représentant permanent de l'Italie au nom du Groupe du consensus (voir A/78/PV.34), qui a exposé en détail la

position du Groupe dans ce débat annuel sur la réforme du Conseil de sécurité.

Nous nous félicitons de la reconduction des Représentants permanents de l'Autriche et du Koweït en tant que Coprésidents des négociations intergouvernementales et les assurons de notre pleine coopération.

Je voudrais faire, à titre national, quelques observations complémentaires à celles formulées hier par le Groupe du consensus.

L'Espagne estime qu'il est urgent de réformer le Conseil de sécurité. Nous devons aspirer à un Conseil de sécurité plus équitable, plus démocratique, plus représentatif et plus transparent. À cette fin, les négociations intergouvernementales restent le format le plus approprié pour progresser. Dans ces négociations, nous devons être réalistes, solidaires, et tendre vers des résultats raisonnables et satisfaisants pour tous. C'est précisément ce que propose le Groupe du consensus. Nous ne proposons pas une réforme qui profite à un ou quelques États Membres. Au contraire, notre proposition permettrait à un plus grand nombre d'États Membres de siéger au Conseil de sécurité, pour des mandats plus longs ou successifs pour certains d'entre eux, ce qui renforcerait l'influence des membres élus. Nous considérons que les élections confèrent une plus grande légitimité aux membres du Conseil et aux décisions qui y sont prises. Nous proposons également un modèle de réforme qui renforce la représentation des États issus de régions et de groupes actuellement sous-représentés.

L'Espagne estime que l'inéluctable réforme du Conseil de sécurité doit être adaptée à la réalité du monde d'aujourd'hui et répondre aux défis mondiaux auxquels la communauté internationale est confrontée. En tant que membre du Groupe du consensus, nous contribuerons activement aux prochaines négociations intergouvernementales pour faire avancer la réforme du Conseil de sécurité, toujours dans le cadre fourni par ces négociations, qui alimenteront d'autres processus en cours, tels que les négociations sur Un Pacte pour l'avenir.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Représentant permanent du Koweït, M. Tareq Albanai, et le Représentant permanent de l'Autriche, M. Alexander Marschik, de la compétence avec laquelle ils ont dirigé le processus de négociation à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. Nous sommes convaincus que les cofacilitateurs poursuivront leur travail efficace et avisé à la présente session, sur la base du principe d'impartialité, en tenant le plus

possible compte des opinions de tous les États Membres qui participent à ce processus.

La réforme du Conseil de sécurité est non seulement l'une des questions les plus importantes à l'ordre du jour de l'Organisation mondiale, mais c'est aussi l'une des plus complexes. En effet, l'organe en question, conformément à la Charte des Nations Unies, porte la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ses décisions jouent un rôle clef dans le règlement des conflits armés, d'où des enjeux extrêmement élevés en cas d'erreur d'appréciation à cet égard. Il est indéniable qu'il est plus que temps d'adapter les travaux du Conseil au monde moderne.

Notre position est bien connue. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie souscrit à la nécessité de le rendre plus représentatif en y incluant des États en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. La priorité reste de corriger l'injustice historique faite à l'Afrique, dont la représentation au Conseil aujourd'hui ne correspond en rien au nombre total des États du continent ni à son rôle actuel dans les affaires internationales. En outre, si un accord était trouvé sur un modèle de réforme prévoyant une augmentation du nombre de membres du Conseil de sécurité dans les deux catégories, nous estimons que l'Inde et le Brésil seraient dignes d'être candidats à un siège permanent au Conseil. Dans le même temps, nous considérons toujours que le modèle consistant à augmenter le nombre de membres du Conseil de sécurité uniquement dans la catégorie des membres élus est tout à fait acceptable pour nous.

Il est évident pour ceux qui suivent les travaux du Conseil de sécurité que les pays occidentaux sont favorisés et que le fait de renforcer leur représentation n'ajoutera pas à notre structure la diversité que nous y recherchons tous, étant donné que cette catégorie d'États, premièrement, se limite à aborder les questions en bloc et, deuxièmement, représente une partie extrêmement faible de la population mondiale. Il est primordial que les efforts déployés pour élargir le Conseil ne nuisent pas à sa capacité à répondre efficacement et rapidement aux nouveaux défis. À cet égard, nous préconisons de préserver la nature compacte de la composition du Conseil de sécurité. Son effectif optimal ne devrait pas dépasser 20 membres.

Nous ne soutenons pas les initiatives qui porteraient atteinte aux prérogatives des membres permanents actuels du Conseil de sécurité, y compris l'institution qu'est le droit de veto. Rappelons que cette institution est un facteur important qui encourage les membres du Conseil à rechercher des solutions équilibrées. L'emploi

ou la menace du veto a plus d'une fois empêché l'ONU de se retrouver entraînée dans des situations douteuses. Ce fut récemment le cas lorsque les États-Unis et leurs satellites ont tenté de faire passer un projet de résolution du Conseil de sécurité (S/2023/792) pour soutenir les actions d'Israël à Gaza, et que seul l'exercice du droit de veto par la Russie et la Chine a épargné au monde un résultat aussi honteux. L'exercice du droit de veto au Conseil a effectivement augmenté ces dernières années. Toutefois, cette situation est la conséquence de la volonté des membres occidentaux d'embarrasser leurs adversaires en tirant parti de leur confortable majorité au Conseil de sécurité. Ils ne commencent à rechercher la solution optimale qu'une fois que leur adversaire a été poussé à exercer son droit de veto. Exploitant leur supériorité numérique, ils votent volontiers contre certaines décisions, sachant que ces votes ne seront alors pas considérés comme un veto. Nous estimons que le veto latent de l'Occident collectif doit aussi être pris en compte dans les débats pertinents.

Enfin, nous sommes tous conscients que si la Charte des Nations Unies n'avait pas prévu le droit de veto, le Conseil serait devenu un simple organe chargé d'approuver sans discernement des documents au profit d'un groupe restreint de pays et que l'ONU aurait été vouée au même sort peu enviable que la Société des Nations. Les pères fondateurs de l'Organisation ont voulu éviter une telle situation, et c'est dans ce but qu'a été créé le droit de veto, qui joue encore aujourd'hui un rôle clef, qu'on le veuille ou non, en garantissant l'efficacité et le caractère équilibré des décisions du Conseil de sécurité.

Les négociations en cours depuis de nombreuses années démontrent la volonté sincère de la très grande majorité des États Membres de parvenir à un modèle optimal de réforme du Conseil de sécurité. Dans le même temps, il est clair qu'une solution universelle qui pourrait satisfaire tout le monde, ou presque, n'est pas encore en vue.

Dans ces conditions, nous ne voyons pas d'autre option que la poursuite d'un travail patient et progressif, durant la session en cours de l'Assemblée générale, afin de rapprocher les positions de négociation. Il n'est pas possible de faire avancer la réforme du Conseil de sécurité en imposant aux États Membres des documents de négociation ou d'autres initiatives qui ne sont pas approuvés par tous les participants au processus. La clef est d'examiner attentivement les positions très diverses de tous les États Membres. Ce processus doit devenir un exemple en matière de prise de décisions véritablement

multilatérales, de sorte qu'aucun participant ne soit laissé de côté.

Pour terminer, je tiens également à souligner que la plateforme que représentent les négociations intergouvernementales possède une légitimité à la fois unique et universelle en ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à la réforme. S'en écarter ou engager des négociations au sein d'autres instances, même pour les raisons les plus plausibles, est contre-productif et pourrait faire reculer le processus de plusieurs années. Nous sommes convaincus que si les États Membres en ont la volonté politique, toutes les conditions sont réunies pour que le processus se poursuive de manière constructive et aboutisse à terme à l'élaboration d'une solution équilibrée qui satisferait tous les Membres de l'Organisation.

M. Alwasil (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) : Dès l'abord, la délégation de mon pays s'associe à la déclaration faite par le Représentant permanent du Royaume de Bahreïn au nom du Groupe des États arabes (voir A/78/PV.34).

Je remercie S. E. l'Ambassadeur Tareq Albanai, Représentant permanent de l'État du Koweït, et S. E. l'Ambassadeur Alexander Marschik, Représentant permanent de la République d'Autriche, des efforts qu'ils ont déployés dans la conduite des négociations au cours de la session précédente. Je les remercie pour les progrès enregistrés à ce jour, en particulier sur les questions de procédure qui contribueront à la transparence et à l'inclusivité des négociations. Je les félicite également de la confiance qui vient de leur être renouvelée à la tête des négociations intergouvernementales à la présente session et je leur souhaite plein succès.

Plus que jamais, une réforme véritable et globale du Conseil de sécurité est nécessaire pour assurer une représentation plus équitable de la réalité actuelle et pour permettre au Conseil de suivre plus efficacement le rythme des changements en cours et des évolutions auxquelles la communauté internationale est confrontée et de lutter plus efficacement contre les problèmes communs. L'Assemblée générale l'a réaffirmé dans sa déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1) et dans l'appel à s'engager à donner un nouvel élan aux négociations sur la réforme du Conseil.

Nous nous félicitons des progrès accomplis au cours des sessions précédentes s'agissant d'identifier des éléments communs entre les positions et propositions des différents États et les domaines de divergence nécessitant

un examen plus approfondi. Ces efforts ont révélé que divers groupes et États s'accordent sur plusieurs points communs concernant les cinq grandes questions sur lesquelles portent les négociations. Pour réaliser des progrès, il faut maintenant engager des discussions positives afin de rapprocher les points de vue et de s'accorder sur une solution suscitant une adhésion suffisante pour bénéficier d'un soutien politique aussi large que possible et mener la réforme véritable et globale souhaitée du Conseil de sécurité.

La réforme du Conseil de sécurité se heurte à de multiples obstacles. À plusieurs reprises, le Conseil n'a pas été en mesure de s'acquitter de ses responsabilités et de prendre les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Récemment, le Conseil de sécurité a tardé à prendre des mesures efficaces concernant les violations flagrantes commises contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza. En conséquence, la situation humanitaire s'est dangereusement aggravée dans la bande de Gaza en raison de la poursuite de la violente agression israélienne contre les civils palestiniens.

L'objectif ultime de la réforme du Conseil de sécurité est d'en faire un organe plus transparent, crédible, équitable, efficace et représentatif pour lui permettre de répondre aux aspirations des peuples et de faire face aux problèmes contemporains en s'appuyant sur le multilatéralisme. Nous réaffirmons donc l'importance de la décision 62/557, des négociations intergouvernementales et des cinq groupes de questions relatives à la réforme. Nous devons également parvenir à une solution qui recueille l'acceptation politique la plus large possible.

Pour terminer, le Royaume d'Arabie saoudite est déterminé à réaliser les buts et principes de l'ONU en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous estimons également que la réforme du Conseil de sécurité est un élément essentiel de la réforme globale de l'ONU. Nous soulignons donc l'importance que revêtent des efforts et une coopération inlassables entre les États Membres à l'approche du Sommet de l'avenir, qui se tiendra en 2024, pour lutter contre les menaces et les problèmes actuels et émergents. Nous sommes prêts à travailler avec tous les États Membres pour parvenir à une réforme globale qui permettra au Conseil de s'acquitter efficacement de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M. Pary Rodríguez (Bolivie) (*parle en espagnol*) : Ma délégation tient en premier lieu à saluer la convocation du présent débat et félicite les Représentants permanents de l'Autriche et du Koweït pour leur nomination en tant

que Coprésidents des négociations intergouvernementales sur cette question importante.

L'État plurinational de Bolivie estime que la réforme structurelle du Conseil de sécurité n'a jamais été aussi urgente, face à la douloureuse conjoncture actuelle. Mon pays reconnaît et respecte les positions qui ont été élaborées et présentées par les différents groupes de négociation dans le cadre de ce processus, mais nous estimons également qu'il est temps d'entamer une nouvelle phase de dialogue. Les réformes nécessaires pour permettre au Conseil de sécurité de remplir sa mission ne peuvent plus être retardées, car des millions de vies dépendent d'un Conseil efficace, agile et fondamentalement responsable.

Ma délégation apprécie les efforts remarquables déployés par les Coprésidents au cours de la session précédente pour améliorer la transparence et l'inclusivité de ce processus. Nous reconnaissons également le travail consacré à la révision du document-cadre et du document des Coprésidents sur les éléments communs portant sur les points de convergence et de divergence. Nous considérons également que la création d'un registre de documents relatifs à ce processus et l'utilisation créative de modalités plus informelles sont des changements concrets qui peuvent nous permettre de mieux comprendre les différentes positions, ce qui peut faciliter la construction d'un consensus plus efficace. Ces progrès reflètent la volonté des États de lancer un débat plus approfondi sur les cinq groupes de questions et doivent constituer le point de départ des délibérations durant la session en cours. Dans une nouvelle phase de discussion, nous devons déterminer la distance entre les positions des différentes délégations et les possibilités de combler cette distance. Il faut notamment prendre en compte les désaccords concernant les propositions de modification de la composition du Conseil de sécurité, mais aussi comparer les visions sur la manière de procéder à ces changements, en termes de calendrier et de priorités, dans le cadre d'un ensemble de réformes. Cela permettra aux États Membres d'identifier les possibilités de rapprochement et de simplification des propositions.

L'État plurinational de Bolivie estime que pendant la session en cours, nous devons élaborer des propositions qui englobent un ensemble de changements cohérents et un cadre de mise en œuvre assorti d'échéances spécifiques. La complexité de cette réforme exige que nous nous efforcions de définir plus clairement, du début à la fin, le calendrier d'une réforme complète et efficace. Nous estimons qu'il est nécessaire d'adopter un ensemble minimum de principes qui guideront nos négociations alors que nous abordons les questions les plus urgentes, telles

que la proposition d'augmenter le nombre de membres permanents et non permanents du Conseil, qui permettra de mieux représenter les différentes visions et d'améliorer la représentation géographique. Mon pays appuie donc pleinement cette initiative.

Une autre question qui ne peut plus attendre est celle du veto. Au sein d'une communauté internationale où tous les États sont souverains et indépendants et où un des principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies est l'égalité entre les États, il n'est pas possible que certains États aient plus de pouvoir que d'autres. Nous devons déployer des efforts urgents pour limiter le recours au veto ou l'éliminer définitivement. Dans le même temps, l'Assemblée générale doit être renforcée, car elle est l'instance la plus adaptée et la plus représentative au sein de laquelle tous les États Membres se réunissent.

En outre, des efforts doivent être entrepris pour rendre les méthodes de travail et les procédures du Conseil de sécurité plus démocratiques et transparentes, afin que tous les États puissent avoir accès à l'information et à la documentation, car cela leur permet d'être plus impliqués et engagés dans les décisions du Conseil. Enfin, la Bolivie accordera un degré de priorité élevé aux négociations intergouvernementales cette année et l'année prochaine, et elle est déterminée à continuer de réfléchir à des options constructives, avec pour but ultime de réformer le Conseil de sécurité de telle manière qu'il garantisse la paix et la sécurité internationales sans tenir compte d'intérêts géopolitiques, reflétant ainsi fidèlement le monde divers dans lequel nous vivons, dans l'esprit de la Charte des Nations Unies.

M. Lamuwa (Nigéria) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué ce débat sur le point 121 de l'ordre du jour, concernant la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité.

Le Nigéria s'associe aux déclarations prononcées par le Représentant permanent de la Sierra Leone, au nom du Groupe des États d'Afrique, et par la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines, au nom du Groupe L.69 (voir A/78/PV.34).

Qu'il me soit permis en premier lieu de féliciter le Koweït et l'Autriche pour leur reconduction à la tête du processus de négociations intergouvernementales. Le Nigéria salue leur détermination à faire avancer le processus de négociations intergouvernementales au cours de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

Nous coopérons pleinement dans le cadre de ces efforts. Le Nigéria félicite les Coprésidents d'être disposés à poursuivre la diffusion sur le Web et à continuer d'établir des registres et d'organiser la session interactive informelle, qui dynamise le processus. Nous devons nous efforcer de tirer parti des progrès enregistrés pour rétablir la confiance dans l'objectif et le processus de la réforme.

Malgré les progrès énumérés, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre notre objectif ultime. Pendant le débat de haut niveau de la soixante-dix-huitième session, les dirigeants mondiaux ont de nouveau appelé à une réforme urgente et globale du système, et en particulier du Conseil de sécurité, à la lumière des problèmes de sécurité mondiale actuels.

Il est évident que le Conseil de sécurité est bloqué et qu'il est devenu incapable de s'acquitter de ses mandats consistant à prévenir les conflits et à mettre fin aux guerres. La situation géopolitique actuelle, la guerre tragique en Ukraine et la situation au Moyen-Orient exigent de transformer le système multilatéral pour le rendre plus transparent. Les États Membres expriment depuis longtemps l'idée que la réforme du Conseil de sécurité n'a que trop tardé. Ils n'ont cessé d'appeler à la création d'un organe revitalisé, plus représentatif et plus inclusif qui apportera une valeur ajoutée précieuse et contribuera plus efficacement à la promotion de la paix et de la sécurité internationales. En outre, cet organe réformé sera plus légitime, plus transparent et plus responsable dans ses décisions.

Le Nigéria reste pleinement attaché aux efforts visant à assurer une réforme globale du système des Nations Unies qui contribuera à défendre les principes, les objectifs et les idéaux du système. La réforme du Conseil de sécurité s'inspire des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. L'objectif de ce processus repose sur l'égalité souveraine de tous les États Membres et la nécessité d'adhérer aux principes de démocratisation et d'inclusion à l'ONU pour mener la réforme inclusive que nous souhaitons, en nous référant à la fois au document-cadre de 2015 et au document révisé sur les éléments communs. Nous remercions les Coprésidents d'avoir élaboré une nouvelle version révisée de ce document. Néanmoins, même dans ce dernier document, il faut décrire plus clairement les points de divergence et de convergence.

L'ONU, principale organisation multilatérale mondiale, doit garantir la participation de tous les États souverains et de leurs groupements régionaux dans tous les domaines d'activité du système des Nations Unies pour rendre ce dernier plus équilibré et plus équitable. C'est

dans cette optique que nous continuons d'appuyer sans équivoque la demande africaine en faveur d'une réforme qui garantira le droit légitime de l'Afrique à une représentation juste et équitable au sein du Conseil de sécurité. Les États africains ont présenté un projet de réforme du Conseil cohérent, pratique et convaincant, qui affirme le droit du continent, lequel a longtemps été marginalisé. Plus récemment, le veto est devenu une arme pour défendre certains intérêts. C'est pourquoi l'Afrique estime que le veto doit être aboli. Néanmoins, tant qu'il subsistera, il doit être accordé à tous les nouveaux membres permanents d'un Conseil de sécurité réformé.

Ma délégation apprécie le soutien massif dont bénéficie la position africaine et souligne la nécessité de la préserver. Nous reconnaissons également l'aspiration légitime d'autres régions et d'autres États Membres à être pleinement représentés au Conseil.

En ce qui concerne les méthodes de travail, le Conseil doit adopter des méthodes lui permettant de garantir un fonctionnement transparent, efficace et responsable, compte tenu de l'augmentation prévue du nombre de ses membres. Il doit garantir la pleine participation de tous les membres du Conseil de sécurité à ses travaux, y compris l'exercice de la présidence du Conseil de sécurité par les membres non permanents au moins une fois au cours de leur mandat. Cela implique de s'abstenir d'invoquer le Chapitre VII de la Charte pour des questions qui ne représentent pas une menace pour la paix et la sécurité internationales ; d'éviter d'imposer ou de prolonger des sanctions contre un État spécifique, qui ne serviraient que les intérêts d'un ou de quelques États au détriment de l'intérêt général de la communauté internationale ; et de réviser le règlement intérieur provisoire du Conseil. Le Nigéria plaide en faveur d'un texte unique consolidé, de préférence avec attribution, qui est le meilleur moyen d'entamer de réelles négociations. En outre, nous comptons sur la tenue de débats publics plus fréquents et la mobilisation du soutien politique nécessaire à cette réforme annuelle.

Pour terminer, nous continuons d'estimer que les négociations intergouvernementales sont l'espace légitime pour réaliser nos aspirations communes et partagées en ce qui concerne la promotion d'un monde plus juste, basé sur l'universalisme, l'équité, l'équilibre régional et une représentation équitable au Conseil de sécurité. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler de manière constructive avec le Président de l'Assemblée générale et l'ensemble des membres de l'Assemblée dans le cadre des négociations intergouvernementales, afin de tirer parti

des progrès réalisés durant les précédentes sessions de l'Assemblée.

M. Makarevich (Biélorus) (*parle en russe*) : La réforme du Conseil de sécurité est une question qui concerne directement les intérêts nationaux de tous les États Membres de l'ONU sans exception. Les discussions précédentes ont montré à quel point le processus de recherche d'un compromis sur la réforme du Conseil de sécurité peut être vulnérable et fragile. Nous estimons qu'il faut continuer de rechercher une solution globale aux désaccords existants sur cette question, en tenant compte des intérêts et des préoccupations de toutes les parties par le biais du dialogue et de la concertation.

La réforme du Conseil de sécurité est d'une importance capitale et il n'est pas exagéré de dire que les mesures pratiques prises dans cette direction seront déterminantes pour la paix et la sécurité sur notre planète. C'est pourquoi nous avons tous la responsabilité de veiller à ce que ce projet soit le plus clair et le plus précis possible. Cet objectif ne peut être atteint que si le dialogue se fonde exclusivement sur le consensus.

Il ne fait aucun doute que le Conseil de sécurité doit être adapté aux conditions changeantes du monde actuel. Nous reconnaissons la nécessité d'adapter la configuration du Conseil aux réalités du monde contemporain. Le Biélorus appuie pleinement les efforts déployés par les États Membres de l'ONU en vue d'un large dialogue pour trouver une voie vers la réforme du Conseil. À cet égard, nous continuons à nous féliciter de l'examen progressif et systématique de tous les groupes thématiques couvrant tous les domaines et l'ensemble des questions les plus urgentes relevant de cette problématique.

Les questions actuelles sont étroitement liées et doivent être examinées les unes par rapport aux autres. Nous soulignons qu'il importe d'éviter qu'un élément ne prenne le pas sur un autre.

Nous appelons à préserver le format actuel des négociations intergouvernementales. Nous ne voyons pas d'autre solution. Nos collègues de la Chine et de la Russie en ont déjà parlé (voir A/78/PV.35). Nous rappelons une fois encore que ce format a été défini par la décision 62/557. Toute tentative de remise en cause du format actuel et de la pratique établie des négociations intergouvernementales pourrait détruire un processus déjà vulnérable qui est lent, mais qui nous permet tout de même d'avancer dans la recherche d'un compromis.

À l'heure actuelle, il existe de sérieuses divergences de vues entre les États Membres en ce qui concerne les

catégories de membres, ainsi que le droit de veto, dans le cadre de la réforme du Conseil de sécurité. Il y a des différences fondamentales entre les approches des États quant au format de la réforme. Nous constatons qu'aucune des solutions proposées ne bénéficie d'un appui consensuel. Cela montre clairement que, pour parvenir à une solution acceptable pour tous, nous devons continuer à avancer progressivement dans le respect et la confiance mutuels.

Nous avons toujours plaidé en faveur d'une plus grande représentation des pays en développement au Conseil de sécurité. À cet égard, nous soutenons ce qu'ont dit le représentant de Singapour et la représentante de l'Inde (voir A/78/PV.34 et A/78/PV.35). Nous sommes favorables à l'élargissement de l'organe responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris par l'ajout d'un siège pour le Groupe des États d'Europe orientale. Toutefois, compte tenu de l'incertitude quant à l'issue du processus de négociation, il serait prématuré de commencer à mener des négociations fondées sur un texte. Entre ces murs, on assiste souvent à des négociations qui ne sont pas axées sur le dialogue mais plutôt sur l'élaboration, à tout prix, d'un document, sans s'assurer du soutien de tous. Nous nous opposons à ce qu'on appelle le principe d'attribution ou de paternité du texte, car nous pensons qu'une telle approche ne fait qu'accentuer les divergences entre les positions des parties et qu'elle renforce les stéréotypes, ce qui est n'aide en rien. Tôt ou tard, la réforme entrera dans le domaine du concret, et il serait déraisonnable de négliger les possibilités offertes par ce processus.

Mais chaque chose en son temps. Pour le moment, tous les pays sont confrontés à un certain nombre de défis mondiaux, et le plus important est de maintenir et de préserver l'unité. Le Bélarus est prêt et appelle tous les pays à prendre des mesures progressives pour se rapprocher les uns des autres, y compris en ce qui concerne la réforme du Conseil de sécurité dans le cadre de l'Assemblée générale, afin de créer une atmosphère de coopération propice à une mise en œuvre constructive de l'ordre du jour actuel.

Je voudrais conclure en citant le célèbre écrivain bélarussien Yakub Kolas : « Le respect mutuel est le premier pas vers la liberté. La force de la majorité réside dans le consentement ».

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé le présent débat sur une question de la plus haute priorité pour de nombreux États Membres, dont le Kenya.

Le Kenya s'associe à la déclaration faite par le représentant de la Sierra Leone au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/78/PV.34). Je ferai quelques remarques supplémentaires à titre national.

Je félicite S. E. l'Ambassadeur Tareq Albanai, de l'État du Koweït, et S. E. l'Ambassadeur Alexander Marschik, de l'Autriche, de leur reconduction en tant que Coprésidents des négociations intergouvernementales. Ils peuvent compter sur le soutien continu du Kenya afin que nous puissions faire fond sur les progrès accomplis à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.

L'architecture actuelle de la gouvernance mondiale de la sécurité se porte mal. Le Conseil de sécurité est non représentatif, non démocratique, divisé, indécis et incapable de s'acquitter efficacement de son mandat essentiel. En conséquence, cet important organe de l'Organisation des Nations Unies fait l'objet d'une méfiance et d'un mécontentement croissants. Rien ne le démontre plus que les conflits et les crises actuels dans le monde, notamment l'aggravation de la situation au Moyen-Orient, et l'incapacité du Conseil de sécurité à prendre des mesures immédiates et décisives.

Nous nous félicitons qu'au cours de la soixante-dix-septième session, nous ayons pu, sous la direction des Coprésidents, faire quelques progrès dans le processus des négociations intergouvernementales, notamment en ce qui concerne la diffusion des séances publiques sur le Web, ainsi que la création d'un répertoire des documents. Toutefois, les progrès ont été lents sur les questions de fond dans les cinq groupes du processus des négociations intergouvernementales. Il est grand temps de prendre des mesures audacieuses, ambitieuses et décisives pour rétablir la confiance, non seulement dans le système multilatéral au sens large, mais aussi dans le Conseil de sécurité. Sinon, nos ambitions pour un nouvel agenda pour la paix resteront un vœu pieux.

Aujourd'hui, l'Afrique n'est pas traitée sur un pied d'égalité dans les plus hautes sphères de la prise de décision mondiale. Son statut singulier de seule région non représentée dans la catégorie des membres permanents et sous-représentée dans celle des membres non permanents du Conseil de sécurité est une mise en accusation du système multilatéral. En conséquence, la Position africaine commune, telle qu'elle a été adoptée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, est une proposition modeste et réalisable visant à réparer une injustice et à corriger un déséquilibre flagrant. En effet, la demande de l'Afrique de disposer de deux sièges permanents, avec leurs prérogatives, y compris le droit de veto,

s'il est maintenu, ainsi que de deux sièges non permanents supplémentaires, n'est pas seulement une question de justice. Il s'agit également de lui permettre d'être sur un pied d'égalité dans la prise de décision sur les questions de paix et de sécurité internationales, en particulier celles qui nous concernent, nous, les peuples d'Afrique.

Nous remercions les délégations qui souscrivent à la Position africaine et sont favorables à ce que la priorité soit accordée à l'augmentation du nombre de membres africains au Conseil de sécurité, y compris dans la catégorie des membres permanents. Nous devons tous œuvrer de concert pour réformer le Conseil de sécurité, afin qu'il soit véritablement représentatif, transparent, efficient, efficace et responsable. Nous devons saisir toutes les occasions qui se présentent pour accélérer la réforme du Conseil de sécurité. La note d'orientation du Secrétaire général publiée en juillet dernier sur le Nouvel agenda pour la paix démontre et souligne clairement la nécessité de réformer le Conseil de sécurité de toute urgence. Par conséquent, sans préjudice du processus de négociations intergouvernementales, il convient de saisir l'occasion unique offerte par le Sommet de l'avenir pour mobiliser le soutien politique en faveur d'une réforme rapide du Conseil de sécurité.

M. Anulo (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Président d'avoir organisé ce débat important. Nous voudrions également féliciter les Représentants permanents du Koweït et de l'Autriche pour leur reconduction à la coprésidence du processus de négociations intergouvernementales.

L'Éthiopie s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la Sierra Leone au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/78/PV.34).

Les débats sur la réforme du Conseil de sécurité durent depuis trop longtemps, et l'appel à des mesures concrètes se fait de plus en plus pressant et impératif. La réforme est indispensable, car un Conseil réformé reflétant la réalité mondiale actuelle est nécessaire pour relever efficacement les défis contemporains en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est dans ce contexte que l'Éthiopie a participé activement au processus de négociations intergouvernementales, fermement convaincue que la réforme du Conseil de sécurité est un objectif réalisable et à portée de main. L'Éthiopie a toujours maintenu sa position fondée sur des principes en faveur d'une réforme globale du Conseil de sécurité qui porte sur les cinq groupes de questions énoncés dans la décision 62/557.

L'Afrique reste le seul grand continent qui n'est pas représenté dans la catégorie des membres permanents et qui est sous-représenté dans la catégorie des membres non permanents du Conseil de sécurité. Il faut corriger sans tarder cette injustice historique. Par conséquent, l'Éthiopie demande qu'on accorde dûment la priorité à la représentation de l'Afrique dans le cadre de la réforme du Conseil de sécurité. Nous constatons avec satisfaction que de plus en plus d'États Membres reconnaissent et appuient la position de l'Afrique à cet égard dans les délibérations du processus de négociations intergouvernementales. Comme le stipulent clairement le consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, nous tenons également à souligner que l'Afrique décidera des modalités de sa représentation.

En ce qui concerne le droit de veto, l'Éthiopie ne pense pas que ce système soit démocratique ou efficace. Toutefois, s'il est maintenu, la demande de l'Afrique pour deux sièges permanents, avec tous les droits et prérogatives des membres actuels, devrait également inclure ce droit.

S'agissant de l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité, nous appelons de nos vœux un Conseil de sécurité accessible, responsable, démocratique, représentatif et plus efficace, capable de répondre aux besoins de notre époque. Cela est essentiel pour garantir l'efficacité et l'efficience de la réforme du Conseil de sécurité.

L'Éthiopie voudrait saisir cette occasion pour réaffirmer la Position commune de l'Afrique sur la réforme du Conseil de sécurité, une question spécifique promue sous la coordination du Comité des dix chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, qui est supervisé par la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Nous continuerons à participer au processus de négociations intergouvernementales dans un esprit constructif dans le cadre de cette Position commune de l'Afrique consolidée, telle qu'elle figure dans le consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

Enfin, ma délégation tient à indiquer qu'elle est prête à coopérer étroitement avec le Président, les Coprésidents et tous les États Membres pour faire avancer le processus de négociations intergouvernementales.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur cette question.

Une délégation a demandé à exercer son droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations

faites au titre de l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Nagano (Japon) (*parle en anglais*) : Il est regrettable qu'un certain État Membre ait de nouveau fait aujourd'hui une déclaration sans fondement concernant le Japon. Il est bien établi que le Japon a toujours apporté des contributions positives à l'ONU et à la communauté internationale, et nous continuerons de le faire.

M. Kim Song (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation n'a pas d'autre choix que d'intervenir pour exercer son droit de réponse après les observations que vient de faire le représentant du Japon.

Qu'il me soit permis de réaffirmer une fois de plus notre position inébranlable, à savoir qu'il faut à tout prix éviter qu'un pays comme le Japon, un État criminel de première catégorie, soit autorisé à devenir membre permanent du Conseil de sécurité. Il ne fait aucun doute que le Japon est un État criminel de guerre qui a infligé des malheurs et des souffrances incommensurables à l'humanité en envahissant de nombreux pays asiatiques au cours du siècle dernier, ce qui lui a valu la désignation honteuse d'« État ennemi » dans la Charte des Nations Unies.

En outre, le Japon est le seul pays qui nie toujours ses crimes passés contre l'humanité, notamment la traite et l'enlèvement forcés de 8,4 millions de Coréens, dont des jeunes et des personnes d'âge moyen, le génocide de 1 million de Coréens innocents et la prostitution forcée de 200 000 femmes et jeunes filles coréennes. Au lieu de présenter des excuses sincères pour ses crimes passés contre l'humanité et d'accorder les réparations nécessaires, le Japon accélère ses efforts pour devenir une puissance militaire, afin de réaliser son ambition de ré-invasion, tout en embellissant son histoire d'agression.

Aujourd'hui encore, au mépris des vives protestations et des critiques de la communauté internationale, le Japon a déversé dans la mer de l'eau contaminée par des matières nucléaires, causant des dommages irréparables à la sécurité de l'humanité et à l'environnement écologique marin. Il s'agit d'un autre crime contre l'humanité en ce siècle, qui risque de provoquer une catastrophe nucléaire et menace gravement la paix et la sécurité mondiales. On ne saurait en aucun cas passer cela sous silence.

Si le Japon est autorisé à devenir un membre permanent du Conseil de sécurité, il est clair qu'il ne fera que répéter son passé, entaché d'invasions et de pillages,

et qui n'a rien à voir avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il n'y a aucune garantie qu'il ne provoquera pas à nouveau la même tragédie, à savoir le pillage du monde. Ma délégation réaffirme une fois de plus que le Conseil de sécurité doit naturellement être constitué d'États pacifiques désireux de contribuer, concrètement et avec dévouement, au maintien de la paix et de la sécurité internationales, et de protéger la vie et la sécurité de l'humanité dans le monde entier.

Par ailleurs, en réponse à la déclaration sans fondement faite hier par le représentant de la Corée du Sud (voir A/78/PV.35), nous rejetons catégoriquement et condamnons fermement ces affirmations irresponsables, qui constituent une grave provocation politique visant à ternir l'image de notre État en inventant des faits inexistantes. Nous demandons instamment à la Corée du Sud de cesser de tromper la communauté internationale par ces affirmations fausses et sans fondement et par la désinformation.

M. Nagano (Japon) (*parle en anglais*) : Je ne répéterai pas la position du Japon contre la déclaration sans fondement faite par le représentant de la Corée du Nord.

Par ailleurs, je regrette profondément que le représentant de la Corée du Nord ait choisi d'évoquer une question qui n'a aucun rapport avec le débat sur la réforme du Conseil de sécurité.

En ce qui concerne les eaux traitées par le Système avancé de traitement des liquides (ALPS) à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, le Japon n'a jamais procédé au rejet en mer des eaux traitées d'une manière qui mette en danger la santé humaine et l'environnement marin. Le rapport détaillé de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a également conclu que l'approche adoptée pour le rejet en mer des eaux traitées par le système ALPS et les activités associées sont conformes aux normes de sécurité internationales en la matière et que l'incidence radiologique sur l'homme et l'environnement est négligeable. L'AIEA et des experts internationaux ont passé en revue nos efforts, et cet examen et ce suivi se poursuivront en toute transparence. Cette question ne devrait pas faire l'objet de discussions politiques. Nous ne pouvons accepter de quelconques allégations sans fondement ni preuve scientifique. Le Japon reste pleinement engagé à respecter la transparence en fournissant des informations fondées sur des preuves scientifiques.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 121 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 17 h 10.